

[Plus tard]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au secrétaire d'État. Il nous a informés que le rapport de la personne qu'il a nommée pour examiner le programme de congédiements éventuels par l'Office du film et les frais désormais afférents à l'utilisation des films, se trouve actuellement entre les mains du commissaire de l'Office. Ce rapport a-t-il été aussi communiqué à l'Association des employés à l'Office du film?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Oui, monsieur l'Orateur, et le rapport est aussi entre les mains du ministre, mais on est en train de le traduire et, comme je le disais tout à l'heure, le Commissaire, à qui ce rapport a été remis, veut y adjoindre certains commentaires, ce qu'auront la liberté de faire aussi, bien sûr, les autorités syndicales qui se sentiront concernées. Il a été remis à toutes les unités de négociation au sein de l'Office.

[Traduction]

M. John Burton (Regina-Est): Voici une question supplémentaire qui s'adresse au secrétaire d'État. Dans l'entre-temps, l'Office national du film compte-t-il mettre à pied d'autres employés ou les congédiements projetés sont-ils en suspens? J'aimerais aussi lui demander où l'on en est dans la question des frais aux utilisateurs annoncés avant le congé de Noël?

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Monsieur l'Orateur, je crois que j'ai répondu au sujet des frais encourus par les gens qui utiliseront désormais les films de l'Office et je n'ai rien à ajouter à cette nouvelle question, qui est la même que celle qu'on m'a posée il y a quelques minutes. Quant au rapport, il contient des considérations à ce sujet.

Enfin, l'autre partie de la question de l'honorable député m'échappe. Au fait, il s'agissait de savoir s'il y avait eu des congédiements. Or, il n'y en a pas eu de nouveaux et il n'y en aura pas avant la publication du rapport.

L'IMMIGRATION

LA DEMANDE DES MARINS POLONAIS RÉFUGIÉS

[Traduction]

M. J. M. Forrestall (Darimouth-Halifax-Est): Ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Peut-il nous dire quand son ministère réglera d'une façon défi-

nitive le cas des marins polonais toujours détenus dans les locaux de l'immigration à Halifax?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Très bientôt, monsieur l'Orateur. J'étudie actuellement l'affaire et j'espère la régler très bientôt.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA FERMETURE DU CENTRE DE FORMATION DE LAC-LA-BICHE (ALBERTA)

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. En son absence, je l'adresserai au premier ministre. Comme le gouvernement n'a pu fournir assez de capitaux d'exploitation au centre de formation Alberta Newstart au Lac La Biche en Alberta, l'école a dû fermer ses portes il y a environ un mois, ce qui a déchaîné la colère des indigènes. Ils occupent l'école depuis trois jours environ. Ils comptent y rester d'ici qu'on l'ouvre de nouveau. Je demande au premier ministre de prendre les moyens pour qu'on fournisse bientôt le modeste montant requis.

M. l'Orateur: Comme le député présente des instances, il doit présumer que le gouvernement étudiera sa suggestion.

LES COMMUNICATIONS

TERRITOIRES DU NORD-OUEST—LES DROITS RÉGIONAUX DU RÉSEAU DU CN

M. Don Mazankowski (Vegreville): Ma question s'adresse au ministre des Postes. Un contrôle effectué en décembre sur les appels entre Ottawa et les Territoires du Nord-Ouest montrant qu'à cause de l'encombrement des lignes il n'y en avait qu'un sur dix qui avait abouti, le ministre peut-il dire à la Chambre si l'on examine la suggestion de révoquer les droits régionaux du réseau de télécommunication du CN?

M. l'Orateur: Le député fait une suggestion. Je pense, en tout cas, que ce sujet, du moins dans la mesure où il est abordé sous la forme d'une question, devrait être inscrit au *Feuilleton*.

LA CONDITION DE LA FEMME

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Ma question s'adresse au premier